

Service Protection de l'Environnement  
9 rue de la Grenouillère  
01012 Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse, le 04/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS Vandemoortele Bakery Products France**

Parc industriel de la plaine de l'Ain  
760 avenue des Bergeries  
01150 Saint-Vulbas

Références : courrier départ n°2023-01178  
Code AIOT : 0006113588

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2023 dans l'établissement SAS Vandemoortele Bakery Products France implanté Parc industriel de la plaine de l'Ain 760 avenue des Bergeries 01150 Saint-Vulbas. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing sur le stockage des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Vandemoortele Bakery Products France
- Parc industriel de la plaine de l'Ain 760 avenue des Bergeries 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0006113588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Vandemoortele exploite sur la commune de St Vulbas une installation spécialisée dans la fabrication de pains précuits surgelés et de viennoiseries prépoussées surgelées. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 20 août 2014, complété le 27 septembre 2017 et le 03 mars 2022.

Les activités de l'établissement sont classées au titre de la rubrique IED 3642-3 pour 120t/j.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- stockage des produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 71.2	/	Sans objet
5	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
8	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site prend en compte le volet sur les produits chimiques et leur stockage. Cependant, un point de contrôle fait l'objet d'une lettre de suite et concerne le calcul du volume de la capacité des dispositifs de rétention. Par ailleurs, des moyens complémentaires tels que des matériaux absorbants et des dispositifs d'obturation des grilles d'évacuation sont à mettre à disposition à proximité des stockages.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Vu liste des produits (lessiviels, TAR, maintenance) comportant les informations de danger et classification. Les quantités maximales détenues n'ont pas été réactualisées depuis le dossier de réexamen (décembre 2020).  Vu plan avec emplacements des stockages mais ces emplacements ne figurent pas sur les plans du POI.  Les produits sont conditionnés essentiellement sous forme de bidons de 20-25l. Deux produits lessiviels ainsi que les produits de traitement de l'eau sont conditionnés en fûts de 200l. Un seul conteneur de 1000l pour l'eau glycolée.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant d'actualiser la liste des produits et les quantités maximales détenues et de l'intégrer avec le plan des zones de stockage au classeur du POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article.17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> Tous les produits présentent des étiquettes réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.  Les FDS sont centralisées au niveau du groupe sur une application accessible par les responsables produits chimiques des différents sites. Sur le site de St Vulbas la gestion des produits est assurée par la responsable qualité (produits lessiviels) et le responsable maintenance (produits TAR et maintenance).  Vu les FDS sur support informatique. Vu dans le local de stockage une version papier des FDS des produits lessiviels stockés. Vu fiches résumé des FDS (nom, utilisation et dosage, pictogrammes et mentions de danger, EPI, précautions de stockage) affichée au niveau de l'emplacement réservé au produit.  Vu les dates de révision des FDS échantillonnées postérieures ou égales à 2020.  Des formations sur la manipulation des produits chimiques sont assurées auprès des opérateurs par l'exploitant et le fournisseur. Les nouveaux arrivants reçoivent une formation. Les responsables doivent suivre les formations (en alternant présentiel et distanciel) sur la manipulation des produits et les mélanges de produits, programmées par le groupe.  La mise en œuvre des rubriques 5, 6, 7 et 10 des FDS des produits échantillonnés a été vérifiée : les dispositions sont respectées à l'exception de l'absence de matériaux absorbant et de confinement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p> <p><b>Vu les différents points de stockage :</b></p> <p><b>- Local de stockage des produits lessiviels :</b></p> <p>Les produits sont conditionnés en bidons de 20-25l et disposés sur bac de rétention au sol sauf pour un produit. Ce dernier est stocké au-dessus sur le rayon de l'étagère et dispose d'un bac de rétention.</p> <p>Pour chaque produit, un bidon présente à la place du bouchon, un piston doseur.</p> <p>Des traces de produits sont relevées sur le sol au niveau d'un produit acide, indiquant que des gouttes de produits sont perdues au niveau du bec du piston doseur.</p> <p>Le sol du local présente une grille d'évacuation mais absence de dispositif d'obturation.</p> <p><b>- Stockage des produits lessiviels en fûts de 200l :</b></p> <p>Un emplacement est dédié dans l'entrepôt de stockage des emballages. Il est fermé par une grille avec cadenas. Les fûts (4 au maximum) sont disposés sur une rétention par produit (volume évalué par l'exploitant à 720 l).</p> <p><b>- Atelier de production :</b></p> <p>Les fûts en cours d'utilisation (pompage en direct/NEP) sont stockés individuellement dans une armoire dédiée et fermée à clé. L'armoire dispose d'une rétention adaptée (225l).</p> <p>Les bidons en cours d'utilisation et en pompage direct sont stockés dans une armoire dédiée et sur un bac de rétention.</p> <p><b>- Local ammoniac :</b></p> <p>Présence de fûts de 200l de produits antitartre et traitement de l'eau sur rétention associée à chaque produit. 2 fûts au maximum sur une rétention.</p> <p>Présence du conteneur d'eau glycolée sur rétention associée de 1000l.</p> <p>Présence d'un bidon d'huile pour le compresseur froid sur bac de rétention : présence d'huile au fond de la rétention. Elle sera aspirée lors du passage pour le retrait des huiles usagées par l'entreprise CHIMIREC.</p> <p><b>- Atelier maintenance :</b></p> <p>Les produits de la maintenance sont stockés dans deux armoires avec rétention incorporée.</p> <p><b>- Chaufferie :</b></p> <p>Présence d'un fût anti-oxygène et de 5 bidons désinfectant (adoucisseur) sur rétention.</p>

**- Etage maintenance TAR :**

Les bidons des produits de traitement pour les TAR (12 X 25l) sont regroupés sur une rétention insuffisante. Les bidons du traitement annuel des TAR et le KIT Légionelles sont sur une rétention pleine de substance solidifiée.

Un changement de stratégie de traitement est à l'étude et solutionnerait le problème de stockage et de manutention.

**Observations :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- Mettre en place un dispositif pour récupérer les gouttes de produit perdues lors des transvasements.
- Nettoyer ou remplacer la rétention des produits de traitement annuel et kit Légionelles.
- Justifier de la capacité de rétention en place et adapter les rétentions aux volumes stockés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Entretien de la rétention des produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

**Constats :**

Vu bon état de l'ensemble des rétentions. Les rétentions sont en plastique sauf une rétention en acier galvanisé pour le stockage de l'huile au niveau du compresseur froid.

Vu bon état des sols des lieux de stockage.

Absence de dispositif d'obturation des grilles d'évacuation des locaux avec stockage de produits.

**Observations :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre à disposition, à proximité des stockages, des dispositifs d'obturation des grilles d'évacuation ainsi que des matériaux absorbants.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



**N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
<b>Constats :</b> La majorité des produits a une rétention associée propre. Les incompatibilités sont respectées. Vu grille standard des incompatibilités affichée dans le local des produits lessiviels et dans les armoires de l'atelier maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"><li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li></ul>
<b>Constats :</b> Vu dans le POI, la procédure en cas de déversement dans le milieu naturel et procédure de confinement du site. Consignes en cas d'impact sur l'environnement, l'eau, l'air et les déchets. Absence de procédure au niveau des ateliers et lieux de stockage en cas d'incident et déversement de produit.
<b>Observations :</b> Etablir et afficher sur les lieux concernés, une procédure simplifiée à suivre en cas de déversement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

